



mercredi 21 septembre 2016

## Les grands titres:

- Syrie : Ban Ki-moon met le Conseil de sécurité face à ses responsabilités
- La Colombie proclame la fin de son conflit avec les FARC et invite les pays en guerre à négocier pour la paix
- L'Afghanistan accuse le Pakistan d'abriter des terroristes et prend à témoin la communauté internationale
- Le Japon appelle à une réponse inédite face à la Corée du Nord
- Le Sénégal appelle le monde à adopter une nouvelle vision du développement en Afrique
- Le Canada rappelle que la diversité est une source de force et non de faiblesse
- Le Myanmar réaffirme son espoir et sa détermination à poursuivre le chemin de la paix et de la réconciliation nationale
- La Chine plaide pour un partenariat « gagnant-gagnant » en faveur du développement
- L'Ukraine accuse la Russie de violer la Charte des Nations Unies
- La Tunisie se dit déterminée à faire face à toute tentative de retour en arrière
- L'Accord de Paris sur le climat proche de son entrée en vigueur : Ban Ki-moon salue « un grand jour pour la planète »
- Journée de la paix : l'ONU invite les belligérants à observer un cessez-le-feu de 24 heures
- Santé : les dirigeants mondiaux s'engagent à lutter contre la résistance aux antimicrobiens
- L'ONU appelle les Etats membres à soutenir financièrement le Fonds de consolidation de la paix
- RDC : le Conseil de sécurité condamne les violences et appelle au calme
- Traité d'interdiction des essais nucléaires : l'ONU appelle à mettre fin au statu quo
- Plus de 300.000 réfugiés et migrants ont traversé la Méditerranée depuis le début de l'année, selon le HCR
- Le chef de l'ONU nomme 29 leaders mondiaux pour servir de fer de lance à la lutte contre la malnutrition
- Pour le chef de l'ONU, la peine de mort n'a pas sa place au 21ème siècle

## Syrie : Ban Ki-moon met le Conseil de sécurité face à ses responsabilités



Des enfants jouent près d'une conduite d'eau endommagée dans un quartier de l'est d'Alep, en Syrie, en août 2016. Photo UNICEF/Abdulrahman Ismail

**21 septembre** - Au lendemain d'une attaque meurtrière contre un convoi humanitaire à destination d'Alep, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté mercredi les membres du Conseil de Sécurité à user de toute leur influence pour rétablir le cessez-le-feu en Syrie, permettre le retour de l'aide humanitaire et remettre le processus politique sur les rails pour « sortir les Syriens de l'enfer dans lequel ils sont pris au piège ».

« La tragédie syrienne nous déshonore tous. L'échec collectif de la communauté internationale devrait hanter tous les membres de ce Conseil », a déclaré le Secrétaire général lors d'une réunion des 15 consacrée à la situation en Syrie.

M. Ban a rappelé que les plus de 300.000 Syriens morts depuis le début du conflit, la fragmentation du pays, l'émergence des groupes terroristes et leurs attaques, la crise des réfugiés et les violations régulières



du droit humanitaire sont autant de défis aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

« Tragiquement, les divisions à l'intérieur de la Syrie sont trop souvent amplifiées par les divisions régionales et reflétées dans ce Conseil », a dit le chef de l'ONU. « Ces divisions condamnent la Syrie à un sort affreux ».

Le Secrétaire général a toutefois souligné que l'unité du Conseil peut changer les choses citant le programme d'élimination d'armes chimiques, la formation du Groupe international de soutien à la Syrie, les résultats positifs qui ont suivi les brèves suspensions de combats en février dernier ainsi que l'accord de cessation des hostilités conclu entre les Etats-Unis et la Russie le 9 septembre.

« Nous devons rester déterminés à faire revivre le cessez-le-feu », a dit M. Ban.

« C'est l'occasion de rétablir la cessation des hostilités, faciliter l'aide humanitaire à Alep et dans tout le pays, maintenir au sol la force aérienne syrienne et voir une action militaire conjointe contre les groupes terroristes tels que Daech et Al Nosra », a-t-il ajouté, précisant que cela permettrait d'ouvrir la voie vers des négociations politiques.

Le Secrétaire général a indiqué avoir demandé à son Envoyé spécial pour la Syrie, Staffan de Mistura, de travailler intensivement à la convocation de négociations formelles et a appelé les 15 membres du Conseil à le soutenir dans sa démarche sans conditions préalables.

« Si une partie prenante continue d'insister que les pouvoirs du bureau du Président ne sont pas sujet à négociations, il ne peut, par définition, y avoir d'accord négocié. Et si une autre partie insiste pour le départ du Président dès le début d'une transition, la tenue de véritables négociations sera difficile », a-t-il expliqué.

Devant le Conseil de sécurité, M. de Mistura a de son côté fait remarquer que, « malgré l'horreur sur le terrain », il avait noté des points de convergence dans les pourparlers inter-syriens. Il a notamment indiqué que les parties étaient parvenues à se mettre d'accord « verbalement » sur le principe de former un gouvernement de transition, d'établir un État pluraliste basé sur l'état de droit, et de garantir le respect des libertés fondamentales dans une nouvelle Constitution.

M. Ban a par ailleurs réitéré son appel au Conseil de sécurité pour déférer la situation en Syrie à la Cour pénale internationale (CPI).

« Le gouvernement a bafoué les droits de l'homme de manière impitoyable. Des groupes de l'opposition ont fait de même. Et des groupes terroristes brandissent les images de leur cruauté devant un public mondial avec une jubilation perverse », a souligné le Secrétaire général. « Ne pas traduire en justice les auteurs de telles brutalités reviendrait à manquer gravement à notre devoir. Cela nierait justice et guérison aux Syriens. Et cela détruirait la crédibilité d'une communauté internationale qui prétend se préoccuper du maintien de notre humanité commune ».

## La Colombie proclame la fin de son conflit avec les FARC et invite les pays en guerre à négocier pour la paix



Président de la Colombie, Juan Manuel Santos Calderon, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - Le Président colombien, Juan Manuel Santos Calderon, a solennellement proclamé mercredi la paix en Colombie et, de fait, sur tout le continent américain, et a invité les pays où la guerre fait rage à trouver eux aussi le chemin de la paix par la négociation.

« Après plus d'un demi-siècle de conflit armé interne, je reviens aujourd'hui aux Nations Unies, en cette Journée internationale de la paix, pour annoncer, avec toute la force de ma voix et de mon cœur : la guerre en Colombie a pris fin », a déclaré M. Santos Calderon devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

L'accord de paix intervenu en août à La Havane (Cuba) entre le gouvernement colombien et les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), le plus ancien et le plus important groupe rebelle d'Amérique du

sud, sera officiellement signé à Carthagène le 26 septembre et le peuple colombien le ratifiera dans un plébiscite le 2 octobre, a-t-il précisé.

Après quoi, les anciens membres de la guérilla se dirigeront vers des lieux de rassemblement où, lors d'une période de six mois, ils remettront leurs armes aux Nations Unies et commenceront leur processus de réinsertion dans la société colombienne, a ajouté M. Santos Calderon. Les armes seront fondues et serviront à construire trois monuments à la paix, un à New York, un à Cuba où se sont déroulées les négociations et un en Colombie, a-t-il encore indiqué.

« Ces monuments nous rappelleront que le temps des balles de fusil est terminé et que l'édification d'un pays nouveau et meilleur a commencé », a-t-il déclaré.

« L'Amérique, ce vaste continent avec toutes ses îles, de la Patagonie à l'Alaska, est désormais une zone de paix ».

Le Président colombien a précisé qu'aux termes de l'accord, les FARC cesseront d'exister en tant que groupe armé, réintégreront la société et pourront devenir un mouvement politique dans le cadre de la démocratie.

Il a souligné que le gouvernement avait accepté de donner davantage de garanties à l'opposition et de renforcer la démocratie et le système électoral en Colombie. Il a également promis l'amélioration du sort des paysans colombiens, principales victimes du conflit, ainsi qu'un processus d'établissement de la vérité et de réparation des torts. Les responsables de crimes internationaux feront l'objet d'enquêtes et de poursuites judiciaires, a-t-il affirmé.

« C'est la première fois dans l'histoire de la résolution des conflits armés dans le monde qu'un gouvernement et un groupe armé illégal se mettent d'accord sur un processus de justice transitionnelle sans que celui-ci soit imposé de l'extérieur », a-t-il affirmé.

M. Santos Calderon a également souligné que l'accord de paix permettra de combattre les trafics de drogues, les membres des FARC ayant accepté de couper tous leurs liens avec ces activités et de coopérer avec le gouvernement dans ce domaine ainsi que dans le déminage des anciennes zones de conflit.

L'accord de paix permettra aussi de préserver l'environnement avec la fin attendue de la déforestation causée par les plantations de coca, a-t-il dit. Enfin, les ressources précédemment consacrées au conflit seront désormais réorientées vers l'éducation, la santé et la sécurité des Colombiens.

Le Président colombien a exprimé sa gratitude aux pays qui ont soutenu le sien durant toutes ces années et a souhaité que le reste de la planète accède aussi à la paix. « La Colombie donne espoir au monde en montrant qu'il est possible de réaliser le rêve de la paix pour peu qu'on en ait la volonté », a-t-il affirmé.

## L'Afghanistan accuse le Pakistan d'abriter des terroristes et prend à témoin la communauté internationale



Second Vice Président de l'Afghanistan, Sarwar Danesh, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - L'Afghanistan a accusé mercredi son voisin le Pakistan d'abriter des terroristes et a appelé la communauté internationale à prêter une attention particulière à cette situation.

« Nous appelons la communauté internationale à prêter une attention particulière à l'élimination des sanctuaires terroristes situés hors de notre pays », a déclaré le Second vice-président afghan, Sarwar Danesh, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« Nous exhortons les Etats à mettre honnêtement en œuvre leurs engagements internationaux dans la lutte contre le terrorisme et à éviter de recourir à la double politique qui consiste à faire une distinction entre bons et mauvais terroristes », a-t-il poursuivi. Il a estimé à « plus de dix » le nombre de groupes terroristes « envoyés de l'extérieur en Afghanistan dans le but de faire obstacle aux efforts de

consolidation de l'Etat et d'empêcher le rétablissement de la paix et de la stabilité ».

« Nous vous demandons : où résidaient les anciens dirigeants des Talibans et d'Al Qaïda et où ont-ils été tués ? », a-t-il lancé à l'adresse des représentants des 193 Etats membres de l'ONU. « A l'instant même, où sont les chefs des Talibans et du réseau Haqqani ? Quelle est la provenance de la formation des terroristes, de leur équipement et de leur financement lorsqu'ils se livrent à une guerre totale ? »

« Nous avons demandé à maintes reprises à notre voisin, le Pakistan, de détruire les sanctuaires connus de terroristes mais, malheureusement, nous ne voyons toujours pas de changement dans la situation », a ajouté M. Danesh.

Rappelant plusieurs attentats terroristes commis récemment en Afghanistan, notamment l'attaque d'un rassemblement pacifique sur une place de Kaboul et celle perpétrée contre l'Université américaine d'Afghanistan, il a affirmé : « Selon les éléments de preuve existants, ces attentats ont été préparés et organisés de l'autre côté de la Ligne Durand, en territoire pakistanais ».

L'Afghanistan « a toujours désiré avoir des relations pacifiques avec tous les pays de la région. Mais le gouvernement d'unité nationale se réserve le droit de faire tout ce qui sera nécessaire pour la défense et la protection de notre peuple », a averti M. Danesh.

Il a rappelé que son gouvernement gardait ouverte la porte des négociations avec les éléments des Talibans et d'autres groupes armés qui sont désireux de renoncer à la violence et d'adhérer à la Constitution du pays. Kaboul estime que le Groupe quadrilatéral de coordination, composé de l'Afghanistan, de la Chine, des Etats-Unis et du Pakistan, peut demeurer une plateforme utile pour poursuivre les efforts de paix, « pour peu que le gouvernement du Pakistan agisse de bonne foi et remplisse ses obligations dans le cadre des paramètres adoptés dans la 'Feuille de route' établie par ce Groupe.

## Le Japon appelle à une réponse inédite face à la Corée du Nord



Premier ministre du Japon, Shinzo Abe, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, a accusé la Corée du Nord de poser une menace directe pour la paix et a appelé la communauté internationale à trouver une réponse inédite à cette situation, dans un discours mercredi devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Estimant que la raison d'être de l'ONU était testée par la récente multiplication d'essais nucléaires et de missiles de la part de la Corée du Nord, laquelle, selon lui, a lancé cette année 21 missiles balistiques et procédé à un nouvel essai nucléaire le 9 septembre, M. Abe a affirmé qu'il serait « tout simplement inacceptable de continuer de tolérer des provocations militaires ».

« Nous devons répondre à cela d'une manière entièrement distincte de nos réponses précédentes, nous devons concentrer nos forces et faire échec aux plans de la Corée du Nord », a-t-il dit, sans préciser ce qu'il entendait par là.

M. Abe a indiqué que dès l'annonce de l'essai nucléaire nord-coréen du 9 septembre, il avait appelé au téléphone le Président américain, Barack Obama, puis la Présidente sud-coréenne, Park Geun-hye. « Nous sommes convenus que nos trois pays allaient faire preuve d'une attitude résolue face à la Corée du Nord, en agissant en étroite coopération », a-t-il dit, sans entrer dans les détails.

Maintenant, a-t-il ajouté, « c'est au tour du Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une attitude dénuée d'ambiguïtés face à cette menace d'une dimension nouvelle ».

## Le Sénégal appelle le monde à adopter une nouvelle vision du développement en Afrique



Président du Sénégal, Macky Sall, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - Le Président du Sénégal, Macky Sall, a appelé le monde à adopter une nouvelle vision des enjeux du développement en Afrique, en regardant celle-ci non plus comme une terre d'urgence humanitaire mais comme « un continent en construction, un pôle d'émergence et de progrès ».

« C'est l'Afrique des routes et des autoroutes, des ponts et des chemins de fer, des barrages et des centrales électriques, des parcs industriels et des fermes agricoles », a dit M. Sall dans un discours prononcé mardi soir devant l'Assemblée générale de l'ONU.

Cette ambition, a-t-il ajouté, sera réalisée « non par l'aide mais par des investissements massifs et urgents dans les secteurs qui portent la croissance et le développement ».

Pour cela, a-t-il affirmé, « nous voulons compter d'abord sur la mobilisation de nos propres ressources, par une meilleure efficacité dans la dépense publique, la valorisation et la juste rémunération de nos matières premières, une fiscalité maîtrisée et une lutte plus soutenue contre les flux financiers illégaux ».

Le Président sénégalais a appelé tous les partenaires, publics et privés, à « ne pas surestimer le risque de l'investissement en Afrique ». L'Afrique, a-t-il assuré, « a fait des progrès significatifs en matière de bonne gouvernance et d'amélioration du climat des affaires » et « le risque n'y est pas plus élevé qu'ailleurs ». Dans cette optique, il a appelé à la réforme de la gouvernance financière mondiale « pour assouplir les conditions d'accès au crédit pour le financement du développement ».

M. Sall n'a pas pour autant passé sous silence les violences et les dangers du monde d'aujourd'hui. « Aucune cause, encore moins religieuse, ne peut justifier la violence. Et le comble de la lâcheté, c'est de s'en prendre à des prêtres et à des imams, jusque dans des lieux de culte », a-t-il dit.

Il a mis en garde contre les dérives islamophobes. « Nous refusons que les actes insensés d'une minorité sans foi ni loi servent de prétexte pour stigmatiser plus d'un milliard de musulmans et leur religion », a-t-il souligné.

« Face à la menace terroriste globale qui nous concerne tous, le bon sens commande plutôt de coopérer pour vaincre le mal par une réponse globale, solidaire et concertée », a ajouté M. Sall.

« De la Syrie à la Libye, du Soudan du Sud à la Somalie, du nord du Mali aux pays affectés par les activités criminelles du groupe terroriste Boko Haram, accordons la même priorité à toutes les menaces à la paix et à la sécurité internationales », a-t-il encore dit.

## Le Canada rappelle que la diversité est une source de force et non de faiblesse



Premier ministre du Canada Justin Trudeau devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - Au premier jour du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a dénoncé mardi la tentation d'exploiter l'anxiété des gens pour la transformer en peur et en rejet des autres et a rappelé que la diversité est une source de force et non de faiblesse.

« Au Canada il y a une chose très importante que nous avons bien faite : nous estimons que la diversité est une source de force et non de faiblesse. Notre pays est fort, non pas à cause de nos différences, mais grâce à elles. Nous avons fait beaucoup d'erreurs et nous continuons à marginaliser de façon honteuse les peuples autochtones, mais nous



apprenons de nos erreurs », a déclaré M. Trudeau.

Le Premier ministre canadien a souligné que ces derniers mois les Canadiens ont accueilli « à bras ouverts » 31.000 familles syriennes, ajoutant que cet effort a rassemblé les citoyens. Toutefois, il a averti que leurs efforts « ne seront couronnés de succès qu'une fois ces réfugiés bien établis ».

Selon lui, la classe moyenne syrienne cherche un lieu pour s'enraciner à nouveau et donner un avenir meilleur à ses enfants, « comme nous tous ».

M. Trudeau a rappelé qu'il incombait aux dirigeants de passer du temps avec les personnes qui les ont élus. « Les Canadiens croient encore au progrès, mais leur optimisme est mêlé à beaucoup d'inquiétudes », a-t-il constaté. Partout, les dirigeants sont confrontés à des citoyens anxieux et pour répondre à cette anxiété, il faut assurer une croissance économique, partagée d'une façon juste et équitable, et mettre l'accent sur ce qui nous réunit et non sur ce qui nous divise.

Au Canada, a poursuivi le Premier ministre, nous allons investir dans l'éducation et les infrastructures. « Nous sommes déterminés à bâtir une économie qui fonctionne pour tout le monde. Nous refusons de céder à la pression d'échanger nos valeurs profondes pour des votes faciles », a-t-il affirmé.

Il a par ailleurs indiqué qu'après la signature de l'Accord de Paris sur le climat, le Canada a annoncé qu'il investirait 2,65 milliards de dollars sur cinq ans. Le pays a réaffirmé son soutien à l'OTAN en plus de s'être engagé à accroître son rôle au sein des opérations de maintien de la paix de l'ONU. De plus, le Canada a augmenté de 20 millions de dollars sa contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

M. Trudeau a conclu en disant qu'il « faut toujours choisir l'espoir contre la peur ». « La peur n'a jamais créé un seul emploi ni nourri une seule famille », a-t-il dit. Le Canada est un pays modeste et « nous savons que nous devons travailler ensemble ».

## **Le Myanmar réaffirme son espoir et sa détermination à poursuivre le chemin de la paix et de la réconciliation nationale**



**21 septembre** - S'exprimant pour la première fois à l'ONU en tant que représentante de son gouvernement, la Conseillère spéciale de l'Etat et Ministre des affaires étrangères du Myanmar, Daw Aung San Suu Kyi, a réaffirmé devant l'Assemblée générale des Nations Unies l'engagement de son pays pour la paix et la réconciliation nationale afin de répondre aux besoins socioéconomiques du peuple birman.

« Pour un pays qui a fait l'expérience de plus de six décennies de conflit armé interne, rien n'est plus important que d'atteindre une paix et une réconciliation nationale durables », a déclaré Mme Suu Kyi. « C'est une tâche difficile et complexe que le nouveau gouvernement du Myanmar va entreprendre comme un défi majeur et une haute priorité », a-t-elle ajouté rappelant l'organisation récente d'une conférence de paix nationale intitulée 'Conférence Panglong du 21e siècle'.

Concernant la situation dans l'Etat de Rakhine, la Ministre des affaires étrangères a indiqué que son pays ne craignait pas la critique internationale. « Nous sommes engagés envers une solution durable qui mènera à la paix, la stabilité et le développement pour toutes les communautés de cet Etat », a-t-elle déclaré.

Mme Suu Kyi a rappelé que le nouveau gouvernement élu du Myanmar a établi un Comité central pour la mise en œuvre de la paix, de la stabilité et du développement dans l'Etat de Rakhine qui coopère avec les agences de l'ONU et les organisations internationales. « Nous avons également établi la Commission consultative sur l'Etat de Rakhine présidée par l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour traiter du problème de manière globale et efficace », a-t-elle ajouté, soulignant que l'accent sera mis sur la prévention des conflits, l'aide humanitaire, les droits et la réconciliation, la construction d'institutions et la promotion du développement.

La Conseillère spéciale de l'Etat du Myanmar a par ailleurs indiqué que la politique économique et de développement

national de son pays a été conçu afin de répondre à plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) notamment dans le domaine de l'amélioration des infrastructures, de l'agriculture, du développement du secteur privé et des petites et moyennes entreprises et plus particulièrement dans le domaine de la réduction de la pauvreté.

Pour Mme Suu Kyi, le monde ne doit pas oublier que les migrants contribuent aussi bien à l'économie de leurs pays d'accueil qu'à l'économie mondiale. « Le développement de la coopération et de la collaboration entre les pays d'accueil et d'origine garantissant les droits des travailleurs migrants renforcera mutuellement leurs économies respectives », a-t-elle déclaré.

Concernant la lutte contre le terrorisme, la Ministre des affaires étrangères a considéré que le manque de sécurité économique et sociale constituait incontestablement un facteur important mais a demandé à prendre en considération le « manque d'objectif et d'orientation dans la vie » qui conduit de nombreuses personnes, et notamment des jeunes, à se diriger vers des idéologies extrémistes.

Mme Suu Kyi a finalement réaffirmé l'engagement du Myanmar envers un monde sans armes nucléaires en déposant ce jour même, au nom de son pays, l'instrument de ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE).

## La Chine plaide pour un partenariat « gagnant-gagnant » en faveur du développement



Premier ministre de la Chine, Li Keqiang, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - Le Premier ministre de la Chine, Li Keqiang, a plaidé mercredi pour un partenariat « gagnant-gagnant » en faveur du développement et a souligné que son pays a été l'un des premiers à avoir présenté aux Nations Unies son plan national sur la mise en œuvre du Programme de développement durable.

« Le manque de développement est souvent à l'origine des problèmes de la planète », a affirmé M. Li dans un discours lors du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. « Le développement ne sera pas durable s'il est mû par l'inégalité et par une pollution et une consommation considérables qui amenuisent les ressources de la planète ».

Le Premier Ministre chinois a constaté que la croissance mondiale restait hésitante dans un monde marqué par les conflits, l'insécurité alimentaire et financière. D'après lui, il faut renforcer la confiance et la coopération. « L'heure est venue pour la communauté internationale de se considérer comme une communauté partageant un projet commun », a-t-il insisté.

Selon lui, les buts et les principes de la Charte des Nations Unies concernant un ordre mondial doivent être respectés. Il faut appuyer la réforme des mécanismes de gouvernance mondiale, encourager une nouvelle notion de sécurité collective et établir un nouveau partenariat mondial.

« Nous devons trouver des solutions politiques aux problèmes d'aujourd'hui », notamment en Syrie, a-t-il poursuivi. S'agissant du dossier nucléaire en péninsule coréenne, il a demandé des consultations, le dialogue étant « la meilleure solution pour préserver le régime de non-prolifération ». Il a également recommandé de ne pas appliquer un système de deux poids, deux mesures dans la lutte contre le terrorisme.

M. Li a ensuite appelé tous les pays à mener l'économie mondiale sur la voie d'une croissance durable pour tous à long terme. « La mondialisation est dans l'intérêt à long terme de tous et les pays doivent s'opposer au protectionnisme », a-t-il affirmé. Les pays développés devraient respecter leurs engagements en matière d'aide publique au développement (APD) et les pays en développement devraient être responsables de leur propre développement.

M. Li a recommandé de s'attaquer aux causes profondes des guerres et du sous-développement et de s'attacher aux principes de responsabilité commune mais différenciée. Il faut, a-t-il insisté, accepter l'Accord de Paris sur le climat au niveau universel.

La Chine est devenue la deuxième plus grande économie du monde en 2010, a rappelé M. Li. Durant le premier semestre

2016, le pays a enregistré un taux de croissance de 6,7%, l'un des plus élevés du monde. « Notre croissance est une contribution au monde », a-t-il estimé, mais « il ne faut pas oublier que la Chine reste un pays en développement, avec une population de 1,3 milliard de personnes, et qu'elle a encore un long chemin à parcourir avant de devenir un pays complètement modernisé ». « Nous continuerons à mettre en œuvre notre stratégie d'ouverture au monde extérieur », a-t-il assuré.

Par ailleurs, « la Chine estime que les différends territoriaux et maritimes doivent être réglés par le dialogue et la négociation », a dit M. Li.

## L'Ukraine accuse la Russie de violer la Charte des Nations Unies



Président de l'Ukraine, Petro Poroshenko, devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Photo ONU/Loey Felipe

**21 septembre** - Le Président ukrainien, Petro Porochenko, s'est livré mercredi à un véritable réquisitoire contre la Russie, qu'il a accusée notamment de violer la Charte des Nations Unies en occupant illégalement la région ukrainienne du Dombass.

« Jamais depuis la fin de la Guerre froide, les normes et les principes internationaux n'avaient été défiés unilatéralement à une telle échelle et avec une telle brutalité », a déclaré M. Porochenko devant l'Assemblée générale de l'ONU.

« Jamais auparavant un membre du Conseil de sécurité n'avait été un violateur de la Charte de l'ONU tout en étant simultanément l'instigateur et un participant actif d'un conflit, ainsi qu'un médiateur » dans ce conflit, a-t-il ajouté.

En conséquence, « l'instabilité mondiale n'est plus un sujet de débats académiques, c'est en fait la plus grande menace pesant sur l'humanité aujourd'hui », a-t-il affirmé. « Notre avenir, celui de nos enfants et celui de notre Organisation dépendent directement de la manière dont nous parviendrons à surmonter cette menace ».

Pour le Président ukrainien, il y a seulement deux possibilités : « Ou bien nous reconnaissons l'existence du problème et nous n'épargnons aucun effort pour y faire face sur la base de nos valeurs et principes communs, ou bien nous nous berçons de l'illusion de la stabilité (...) et nous laissons l'avenir des Nations Unies – cette plateforme unique d'action commune – à la merci d'un acteur qui en viole ouvertement la Charte ».

« La réalité choquante est qu'une force militaire illégale d'environ 38.000 hommes se trouve actuellement au Dombass et qu'elle est composée pour une large part d'éléments réguliers et mercenaires venus de Russie », a affirmé M. Porochenko, précisant que « cette force est armée jusqu'aux dents par la Russie ».

« En même temps, la Russie continue de soutenir sur tous les forums, y compris à l'ONU, qu'elle n'a rien à voir avec ceci et que les Russes ne sont pas en Ukraine », a-t-il dénoncé. « Même les dirigeants soviétiques hypocrites ne pouvaient pas rivaliser avec les mensonges flagrants et les manipulations du Kremlin d'aujourd'hui », a-t-il dit.

M. Porochenko a également accusé la Russie de projeter de se servir de la Crimée, qu'elle a annexée en 2014, pour y déployer des armes nucléaires tactiques et des rampes de lancement. « Ceci détruirait le système mondial de non-prolifération d'armes de destruction massive et constituerait une violation brutale du statut dénucléarisé de l'Ukraine », a-t-il affirmé.



## La Tunisie se dit déterminée à faire face à toute tentative de retour en arrière



Le Président tunisien, Béji Caïd Essebsi, devant l'Assemblée générale des Nations Unies.  
Photo ONU/Manuel Elias

**21 septembre** - Le Président de la Tunisie, Béji Caïd Essebsi, a déclaré mardi que son pays accordait une importance majeure au respect de l'état de droit et restait déterminé à faire face à toute tentative de retour en arrière.

« La Tunisie passe par une expérience unique sur la voie de la construction démocratique sur la base de l'accord national comme unique moyen pour sortir des divergences d'opinions politiques », a expliqué le Président tunisien à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Selon lui, parmi les jalons importants de ces cinq dernières années, figure le fait que la Tunisie s'est dotée d'une nouvelle Constitution contemporaine et qu'elle a organisé des élections législatives et présidentielle transparentes et justes. M. Caïd Essebsi s'est dit confiant que « la Tunisie est aujourd'hui plus capable qu'auparavant de relever les défis qu'elle connaît ».

Néanmoins, malgré les accomplissements notables de l'expérience démocratique tunisienne, le pays a toujours besoin de pouvoir compter sur le soutien de la communauté internationale et de ses partenaires de développement compte tenu de la réalité économique difficile et des risques sécuritaires qui persistent dans la région, a affirmé son Président.

Pour ce qui est de la situation politique dans le pays, il a expliqué qu'il a fallu lancer une initiative ambitieuse en vue de satisfaire les besoins des Tunisiens, à savoir la nomination du nouveau gouvernement d'union nationale dont les priorités sont la lutte contre la corruption, la création d'emplois et la lutte contre le terrorisme.

Cette initiative a joui du soutien élargi des partis politiques tunisiens et a débouché sur la nomination d'un nouveau Premier Ministre, Youssef Chahed, et d'un Cabinet qui garantit une place significative aux femmes et aux jeunes.

Aux vues des circonstances régionales difficiles, notamment la présence du terrorisme, le Président tunisien a demandé un soutien robuste aux partenaires de la Tunisie pour lui permettre d'y faire face. Il a également annoncé la tenue, les 29 et 30 novembre 2016, d'une Conférence internationale en Tunisie qui a pour objectif de soutenir l'investissement. « Il s'agit d'une opportunité de confirmer l'appui des amis de la Tunisie dans cette phase critique », a-t-il dit.

Abordant la situation complexe dans la région arabe, marquée par le terrorisme et le crime organisé, il a affirmé que la sécurité de cette région du monde est partie prenante de la sécurité dans le monde, et, par conséquent, il est urgent de trouver des solutions durables aux crises qu'elle traverse, y compris à la question palestinienne.

Pour ce qui est de la crise libyenne, un pays où l'insécurité et l'instabilité persistent, M. Caïd Essebsi a réaffirmé l'attachement de son gouvernement à la stabilisation de la situation qui déborde souvent sur le territoire tunisien et a réaffirmé son appui au gouvernement d'entente nationale libyen et à ses efforts en vue du rétablissement de la sécurité et du développement.

## L'Accord de Paris sur le climat proche de son entrée en vigueur : Ban Ki-moon salue « un grand jour pour la planète »



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (2e à gauche au fond), la Ministre française de l'environnement, Ségolène Royal (2e à droite au fond) et le chef de la diplomatie américaine, John Kerry (devant au centre) lors d'une réunion sur l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat. Photo ONU/Cia Pak

**21 septembre** - Le monde a fait un grand pas mercredi vers l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris sur le climat avec sa ratification par 31 nouveaux pays, événement que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué comme « un grand jour pour la planète ».

Ces ratifications, survenues lors d'une cérémonie spéciale en marge de l'Assemblée générale annuelle des Nations Unies à New York, ont porté à 60 le nombre des pays ayant ratifié cet Accord, adopté par la communauté internationale en décembre dernier à Paris.

Pour entrer en vigueur, l'Accord doit être ratifié par au moins 55 pays conjointement responsables d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre de la planète. Les 60 pays ayant jusqu'à présent ratifié l'accord représentent 47,5% de ces émissions, ce qui place son entrée en vigueur à portée de main, avec seulement 7,5% d'émissions à rassembler pour franchir le second seuil requis.

Or une quinzaine de pays, dont plusieurs membres de l'Union européenne comme l'Allemagne et la France, ont annoncé leur intention de déposer les instruments de ratification auprès de l'ONU avant la fin de l'année.

« C'est un grand jour pour la planète, pour le multilatéralisme et pour notre programme de développement durable », a déclaré le Secrétaire général à la presse à l'issue de la cérémonie de mercredi. M. Ban, dont le mandat à la tête de l'ONU prend fin le 31 décembre, s'est dit confiant qu'au jour où il quittera ses fonctions, « l'Accord de Paris sera entré en vigueur ».

*L'Accord de Paris sur le climat attend d'entrer en vigueur.*

Relevant que l'entrée en vigueur de traités internationaux peut parfois prendre des années, voire des décennies, M. Ban s'est réjoui de la rapidité d'action des gouvernements neuf mois seulement après la conférence de Paris (COP21). « Je salue cette démonstration collective de leadership », a-t-il déclaré.

« Cela démontre combien la crise à laquelle nous faisons face est aiguë », a-t-il ajouté. Les changements climatiques « sont un danger réel et actuel pour la vie, les modes de vie et les économies à travers le monde et chaque jour perdu augmente les risques ».

« Mais avec l'Accord de Paris, nous avons une chance réelle de réduire les émissions mondiales et d'édifier une résilience face aux changements climatiques », a-t-il affirmé.

## Journée de la paix : l'ONU invite les belligérants à observer un cessez-le-feu de 24 heures



Des

colombes lâchées lors d'une cérémonie pour célébrer la Journée de la paix. Photo ONU/Mark Garten (archives)

**21 septembre** - A l'occasion la Journée internationale de la paix qui est célébrée chaque année le 21 septembre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité mercredi les belligérants du monde entier à déposer les armes et à observer un cessez-le-feu de 24 heures.

« La valeur symbolique d'une journée sans combats nous rappelle de façon opportune que les conflits peuvent et doivent prendre fin », souligne-t-il dans un message.

Le chef de l'ONU a rappelé toutefois que la paix ne se réduit pas à une simple trêve mais elle implique « de bâtir à l'échelle mondiale une société dont les membres vivent à l'abri de la pauvreté et bénéficient tous de la prospérité, une société où tous grandissent ensemble, unis par la solidarité de la grande famille universelle ».

Cette année, le thème de la Journée fait la part belle aux 17 Objectifs de développement durable (ODD), qui ont été adoptés il y a un an par les Etats membres des Nations Unies.

Ces objectifs « sont les piliers de la paix. En effet, la ruée vers des ressources limitées est souvent à l'origine des conflits. Nous devons nous appuyer sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour empêcher que de tels conflits éclatent en faisant en sorte que personne ne soit laissé pour compte », a dit M. Ban.

« Lorsque les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté à l'unanimité les 17 Objectifs de développement durable en septembre dernier, leur message était clair. Le développement durable est essentiel pour l'instauration d'une paix durable, et le respect des droits de l'homme en est la condition préalable. Nous devons protéger la planète, notre lieu de vie commun, et ce n'est qu'en œuvrant de concert que nous pourrons la rendre sûre pour les générations à venir », a-t-il ajouté.

« Nous pouvons tous être les hérauts du développement durable et faire connaître le Programme 2030 et les objectifs de développement durable. Nous pouvons aussi tous demander à nos dirigeants de rendre compte de ce qu'ils font pour tenir les engagements qu'ils ont pris pour l'avenir », a encore dit le Secrétaire général. « Tous ensemble, mobilisons-nous en faveur de la dignité et de l'égalité de tous les êtres humains, ainsi que d'une planète plus verte, en veillant à ne laisser personne de côté ».

Vendredi dernier, le chef de l'ONU avait participé au siège de l'ONU, à New York, à la traditionnelle cérémonie de la Cloche de la paix, en relation avec la Journée de la paix. A cette occasion, Ban Ki-moon s'était félicité de la conclusion de l'accord de paix historique entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP).

Mercredi, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Colombie, le Secrétaire général s'est une nouvelle fois félicité du succès des négociations de paix après plus de quatre ans de discussions.

Il a précisé que le déploiement de la Mission de l'ONU en Colombie était en cours, avec 200 observateurs non armés et du personnel civil déjà sur le terrain, « se déployant dans les zones où ils procéderont aux opérations de vérification, travailleront avec les parties prenantes et seront en contact avec les communautés et autorités locales ».

« Leur nombre va augmenter rapidement à mesure que les prochaines étapes du processus de paix sont achevées », a ajouté M. Ban, qui se rendra à Carthagène, en Colombie, le 26 septembre, pour assister à la signature historique de l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC.

## Santé : les dirigeants mondiaux s'engagent à lutter contre la résistance aux antimicrobiens



De bonnes pratiques hygiéniques et de santé animale dans les fermes peuvent réduire de manière importante l'utilisation de médicaments antimicrobiens.

**21 septembre** - Les dirigeants du monde entier se sont engagés mercredi à lutter contre la propagation des infections résistantes aux médicaments antimicrobiens, à l'occasion d'une réunion de haut niveau sur cette question en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

« La résistance aux antimicrobiens menace la réussite des Objectifs de développement durable et nécessite une réaction mondiale » a déclaré le Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson. « Aujourd'hui, les Etats membres ont approuvé une déclaration politique forte qui propose une bonne base à la communauté internationale afin d'avancer. Un pays, un secteur ou une organisation ne peut, à lui seul ou à elle seule, résoudre ce problème ».

« La résistance aux antimicrobiens pose une menace fondamentale à long terme pour la santé humaine, la production alimentaire et le développement durable. Ce n'est pas quelque chose qui se produira à l'avenir. C'est une réalité très présente dans toutes les régions du monde, dans les pays en développement et les pays développés, dans les zones rurales et urbaines, dans les hôpitaux, dans les fermes et dans les communautés », a déclaré pour sa part le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Selon lui, « il est possible de réduire la résistance aux antimicrobiens, mais cela ne sera pas facile. Cela exigera un engagement à long terme de tout le monde dans cette salle, et bien d'autres ».

La résistance aux antimicrobiens intervient lorsque des bactéries, virus, parasites et champignons développent une résistance aux médicaments qui avaient été auparavant utilisés pour les traiter.

Pour la première fois, les Etats se sont engagés à adopter une approche générale et concertée afin de s'attaquer aux causes fondamentales de la résistance aux antimicrobiens dans plusieurs domaines, et en particulier la santé humaine, la santé animale et l'agriculture.

Lors de la réunion de haut niveau de mercredi, ils ont réaffirmé leur engagement à élaborer des plans d'action nationaux en se basant sur le Plan d'action mondial pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens, que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a élaboré en 2015, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), afin de lutter contre la résistance aux antimicrobiens.

Les dirigeants présents ont reconnu la nécessité de mettre en place des systèmes plus solides afin de surveiller les infections pharmaco résistantes et la quantité d'antimicrobiens utilisée chez les êtres humains, les animaux et sur les cultures. Ils se sont par ailleurs engagés à renforcer la réglementation sur les antimicrobiens, améliorer les connaissances et la sensibilisation sur le sujet, promouvoir de meilleures pratiques, et à encourager des approches novatrices.

« Les engagements pris aujourd'hui doivent être concrétisés en actions rapides, efficaces et capables de sauver des vies dans les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale. Le temps presse », a dit la Directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan.

Les niveaux élevés de résistance aux antimicrobiens constatés aujourd'hui dans le monde sont le résultat de l'abus et de la mauvaise utilisation des antibiotiques et des autres antimicrobiens chez les humains, les animaux et sur les cultures.

« La résistance antimicrobienne ne pose pas seulement problème dans nos hôpitaux, mais aussi dans nos fermes et notre alimentation. L'agriculture doit assumer sa part de responsabilité, en utilisant des antimicrobiens de manière plus responsable et en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'eux, grâce à une bonne hygiène au sein des exploitations agricoles », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano Da Silva.

## L'ONU appelle les Etats membres à soutenir financièrement le Fonds de consolidation de la paix



Le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, reçoit le Sous-Secrétaire général de l'ONU pour l'appui à la consolidation de la paix, Oscar Fernandez-Taranco, lors d'une visite au Mali. Photo : MINUSMA

**21 septembre** - Lors d'une conférence de promesses de dons organisée en marge du débat général de l'Assemblée générale, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité mercredi les Etats membres à contribuer au Fonds de consolidation de la paix qui se trouve dans une « situation financière périlleuse ».

« Le Fonds pour la consolidation de la paix fait face à d'énormes défis », a déclaré M. Ban qui a énuméré le changement climatique, les crises économiques et les chocs financiers, les inégalités croissantes et le chômage dangereusement élevé chez les jeunes comme facteurs contribuant aux conflits.

Rien que pour l'année 2015, environ 34 milliards de dollars ont été dépensés pour des opérations de maintien de la paix et d'aide humanitaire. « Ceci n'est tenable », a affirmé M. Ban.

Le Secrétaire général a reconnu que l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, l'évaluation des opérations de paix et les conclusions du Sommet humanitaire mondial ont montré la nécessité pour l'ONU de changer son approche et ses méthodes de travail.

« L'ONU travaille dur pour mettre en œuvre la volonté clairement exprimée des États membres. Nous éliminons les silos et collaborons entre départements et entre agences, en mettant l'accent sur l'analyse conjointe et la planification pour arriver à des résultats collectifs, et travaillons en étroite collaboration avec la Banque mondiale », a-t-il déclaré.

Le chef de l'ONU a rappelé que le Fonds pour la consolidation de la paix a un rôle vital à jouer dans cette nouvelle approche. « Il aide des millions de personnes à travers le monde en fournissant des ressources pour les projets qui sont trop risqués pour que d'autres investissent. Il peut réagir en quelques jours, en ajustant son financement en fonction du contexte », a-t-il souligné.

M. Ban a également indiqué que le Fonds soutient une variété de projets en faveur des femmes et des jeunes, de la consolidation d'institutions et de la bonne gouvernance et de la résolution de milliers de conflits au niveau local par des acteurs locaux.

« Mais malgré tout cela, et malgré un excellent bilan du Fonds pour la consolidation de la paix, cette ressource essentielle est dans une situation financière périlleuse », a dit le Secrétaire général. « Sans au moins 100 millions de dollars par an, le Fonds pour la consolidation de la paix ne peut pas respecter ses engagements les plus élémentaires ».

## RDC : le Conseil de sécurité condamne les violences et appelle au calme



Le Conseil de sécurité de l'ONU (archives). Photo ONU/Manuel Elias

**21 septembre** - Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné mercredi les récentes violences en République démocratique du Congo (RDC) et a appelé les partis politiques et leurs partisans à s'abstenir de recourir à la violence et à régler leurs différends pacifiquement.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil se sont dits « profondément préoccupés » par ces violences survenues lundi entre manifestants et forces de sécurité à Kinshasa, capitale de la RDC, et qui ont fait au moins 32 morts, dont quatre policiers.



Ils ont demandé que les responsables des violences soient amenés à en répondre devant la justice, ont appelé toutes les parties prenantes à rester calmes et ont invité les autorités congolaises à faire preuve du maximum de retenue dans leur réponse aux manifestations.

Rappelant la résolution 2277 du Conseil, les Etats membres ont « souligné l'importance cruciale de la tenue, dans les délais prévus par la Constitution, d'élections pacifiques, crédibles, inclusives et transparentes, pour la stabilité, le développement et la consolidation de la démocratie constitutionnelle en RDC ».

Lundi, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait également exprimé sa profonde préoccupation concernant les affrontements violents à Kinshasa et dans plusieurs autres localités en RDC et exhorté tous les dirigeants politiques concernés et leurs partisans à s'abstenir de tout autre acte de violence susceptible d'aggraver la situation.

Ban Ki-moon avait appelé les autorités congolaises « à s'assurer que les forces de sécurité nationales exercent la plus grande retenue face aux manifestations » et demandé à tous les dirigeants politiques de résoudre leurs différends pacifiquement et par le dialogue.

Mardi, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait réclamé « une enquête crédible et impartiale » sur les violences afin que les responsables de violations des droits de l'homme et d'actes criminels soient traduits en justice.

## Traité d'interdiction des essais nucléaires : l'ONU appelle à mettre fin au statu quo



Un essai nucléaire en Polynésie française. Photo OTICE

**21 septembre** - A l'occasion d'une réunion ministérielle des Amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) mercredi à New York, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a une nouvelle fois réclamé l'entrée en vigueur de ce traité le plus rapidement possible.

Adopté il y a 20 ans par l'Assemblée générale des Nations Unies, ce traité n'a toujours pas pris effet et n'entrera en vigueur qu'une fois ratifié par huit pays inscrits dans une annexe du document et qui ne l'ont pas encore fait.

Ces pays sont : la Chine, l'Egypte, la République populaire démocratique de Corée (RPDC), l'Inde, l'Iran, Israël, le Pakistan et les États-Unis.

« Le statu quo ne peut pas continuer. Ce n'est pas tenable, cela doit changer. Le fait que le traité ne soit pas entré en vigueur était inacceptable quand je suis arrivé à mon poste en 2007. C'est encore plus inacceptable aujourd'hui », a dit M. Ban dans un discours lors de cette réunion en marge du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le chef de l'ONU a noté qu'au cours des 20 dernières années, il y avait eu tout de même des progrès, comme le moratoire de facto sur les essais nucléaires et la mise en place d'un système international de surveillance.

Concernant l'entrée en vigueur du Traité, « mon message aux États qui ne l'ont pas signé ou ratifié est simple : n'attendez pas les autres. Agissez maintenant », a déclaré M. Ban.

« Il n'y aura jamais un environnement de sécurité parfait, mais il est urgent d'interdire les essais nucléaires », a-t-il ajouté.

Il a jugé particulièrement importante la ratification par la Chine et les États-Unis, les deux États dotés d'armes nucléaires qui ont signé mais pas ratifié le Traité.

## Plus de 300.000 réfugiés et migrants ont traversé la Méditerranée depuis le début de l'année, selon le HCR



Un groupe d'Afghans arrive sur l'île de Lesbos en 2015 après avoir voyagé dans un canot pneumatique de la Turquie vers la Grèce. Photo : UNHCR / A. McConnell

**21 septembre** - Le nombre de réfugiés et de migrants ayant atteint les côtes européennes depuis le début de l'année a dépassé la barre des 300.000, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), qui réclame des voies d'admission pour les réfugiés et une réinstallation rapide hors d'Italie et de Grèce.

« Ce chiffre est considérablement inférieur aux 520.000 arrivées maritimes enregistrées au cours des neuf premiers mois de 2015, mais il est supérieur aux 216.054 arrivées enregistrées sur toute l'année 2014 », a précisé un porte-parole du HCR, William Spindler, lors d'une conférence de presse mardi à Genève.

Un examen plus précis des deux principaux pays d'arrivée, la Grèce et l'Italie, révèle des différences importantes. Les arrivées en Italie cette année suivent la même tendance que l'année dernière, 130.411 réfugiés et migrants étant entrés en 2016, comparés aux 132.071 arrivées au cours des neuf premiers mois de l'année dernière.

En revanche, la Grèce avait connu une forte augmentation du nombre d'arrivées par la mer l'année dernière, avec 385.069 personnes à la fin septembre. Cette année, il y a eu une forte baisse des arrivées, passées de 67.415 en janvier à environ 2.000 à ce jour en septembre, ce qui conduit à un total de 165.750 cette année, soit une diminution de 57% par rapport aux 385.069 arrivées enregistrées en Grèce au cours des neuf premiers mois de l'année dernière.

Les principales nationalités qui arrivent en Grèce (Syrie 48%, Afghanistan 25%, Iraq 15%, Pakistan 4% et Iran 3%) sont également différentes de celles qui atteignent l'Italie (Nigéria 20%; Erythrée 12%; Gambie/Guinée/Soudan/Côte d'Ivoire (7% chacun). Pour l'ensemble de la Méditerranée, cinq nationalités représentent 68% de toutes les arrivées (Syrie 30%, Afghanistan 16%, Iraq 10%, Nigéria 7%, Erythrée 5%).

Bien que le nombre de traversées cette année soit plus bas qu'au cours de la même période l'année dernière, le nombre de personnes décédées ou portées disparues jusqu'à présent (3.211) n'est inférieur que de 15% au nombre total de victimes pendant toute l'année 2015 (3.771).

« A ce rythme, 2016 sera l'année la plus meurtrière jamais connue en mer Méditerranée », a dit le porte-parole du HCR.

« Cette situation souligne l'urgente nécessité pour les Etats de renforcer les voies d'admission pour les réfugiés comme, par exemple, la réinstallation, le parrainage privé, la réunification familiale et les bourses d'études afin que les réfugiés ne soient pas obligés d'avoir recours à des passeurs et d'entreprendre de dangereux périple », a-t-il ajouté. « Dans le même temps, le plan adopté il y a un an par l'Union européenne (UE) et les Etats membres visant à réinstaller 160.000 demandeurs d'asile principalement à partir de la Grèce et de l'Italie vers les autres pays européens doit être complètement mis en œuvre ».

Jusqu'à présent, moins de 5.000 demandeurs d'asile ont été réinstallés à partir de la Grèce (3.791) et de l'Italie (1.156).

« Nous demandons instamment aux Etats membres de l'UE d'augmenter leurs engagements, notamment pour les enfants non accompagnés et séparés, d'accélérer l'enregistrement et les transferts de candidats et de permettre à plus de nationalités fuyant la guerre et la persécution d'avoir accès à ce mécanisme », a dit M. Spindler.

Par ailleurs, le HCR a indiqué qu'un incendie s'est déclaré lundi soir dans le centre d'accueil de Moria sur l'île grecque de Lesbos, suite à des affrontements entre résidents. Un grand nombre de réfugiés et de migrants a été obligé de quitter le site géré par le gouvernement.

Environ 4.400 personnes étaient hébergées dans la structure au moment du sinistre. Selon les premiers rapports, l'incendie n'a pas fait de victimes mais au moins 30 personnes auraient subi des blessures légères et auraient été transportées à l'hôpital. Plus de 50 unités d'hébergement de réfugiés du HCR, accueillant quelque 800 personnes, ont été totalement détruites.

D'autres dégâts matériels sont à déplorer, notamment la destruction de tentes.

« Si la cause de l'incendie n'a pas encore été déterminée, cet incident confirme la situation sécuritaire critique à Moria et dans d'autres structures d'accueil. Le HCR a sollicité les autorités chargées de la sécurité et de l'application de la loi à plusieurs reprises pour qu'elles renforcent la sécurité afin de protéger les réfugiés, les migrants, les travailleurs humanitaires et les fonctionnaires qui travaillent dans ces sites », a déclaré M. Spindler. « Le renforcement de la sécurité contribuerait également à faire diminuer le sentiment d'insécurité de la population grecque vivant à proximité ».

## Le chef de l'ONU nomme 29 leaders mondiaux pour servir de fer de lance à la lutte contre la malnutrition



Un enfant dans un camp de déplacés à Maiduguri, au Nigéria. Photo PAM/Simon Pierre Diouf

**21 septembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a nommé mercredi 29 personnalités éminentes pour servir de fer de lance à la lutte contre la malnutrition, alors qu'une personne sur trois dans le monde souffre de malnutrition et que 156 millions de filles et de garçons sont rachitiques.

« Une bonne nutrition est essentielle pour atteindre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté il y a un an. Nous avons une occasion sans précédent pour transformer la façon dont nous travaillons ensemble. Il n'y a pas de meilleur moment qu'aujourd'hui pour réunir un groupe de dirigeants exceptionnels sur la nutrition », a déclaré M. Ban dans un communiqué de presse publié par son porte-parole.

« Ces champions mondiaux soutiendront les efforts menés par les pays pour renforcer la nutrition pour les filles, les garçons et leurs familles et veiller à un monde exempt de malnutrition d'ici à 2030 », a-t-il ajouté.

Ces 29 personnalités incluent d'actuels et d'anciens chefs d'État et d'autres dirigeants du réseau de partenaires impliqués dans le Mouvement 'Intensifier la nutrition' (SUN), dont des représentants de la société civile, d'agences des Nations Unies, d'organismes donateurs, d'entreprises et de fondations.

Lors de leur première réunion qui devait avoir lieu le 21 septembre, le groupe devait définir les actions qu'il soutiendra pour atteindre les objectifs du Mouvement SUN et aider les pays membres à atteindre un impact durable. Actuellement le Mouvement SUN comprend 57 pays et trois États indiens.

« En réunissant ce groupe de dirigeants de toutes les parties du monde, nous mettons en oeuvre ce qui marche pour faire en sorte que les filles et les garçons, partout dans le monde, bénéficient de la nutrition dont ils ont besoin et de l'avenir qu'ils méritent », a dit la Coordinatrice du Mouvement SUN, Gerda Verburg.

Le 29 personnalités sont :

Akin Adesina (Nigéria), Président de la Banque africaine de développement

Nahas Angula (Namibie), Président de l'Alliance pour une meilleure nutrition en Namibie

Marie-Claude Bibeau (Canada), Ministre du développement international et de la francophonie du Canada

Ertharin Cousin (États-Unis), Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial

Chris Elias (Etats-Unis), Président du Programme de développement mondial de la Fondation Bill et Melinda Gates

Martin Chungong (Cameroun), Secrétaire général de l'Union interparlementaire

Tom Arnold (Irlande), Directeur général de l'Institut des affaires internationales et européennes

Shenggen Fan (Chine), Directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

Rebeca Grynspan (Costa Rica), Secrétaire général du Secrétariat général ibéro-américain

Ahmed Mushtaque Raza Chowdhury (Bangladesh), Vice-président du Bangladesh Rural Advancement Committee (BRAC)

Keith Hansen (États-Unis), Vice-président pour le développement humain de la Banque mondiale

Jakaya Kikwete (Tanzanie), ancien Président de la République-Unie de Tanzanie

Anthony Lake (États-Unis), Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Président du groupe dirigeant du Mouvement SUN

Ibrahim Mayaki (Niger), Directeur général de l'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Neven Mimica (Croatie), Commissaire européen pour le développement

Jimmy Morales (Guatemala), Président de la République du Guatemala

Monica Katebe Musonda (Zambie), Fondatrice et Directrice générale de Java Foods

David Nabarro (Royaume-Uni), Conseiller spécial sur le Programme du développement durable à l'horizon 2030 et sur le changement climatique

Sania Nishtar (Pakistan), Fondatrice et Présidente de la Fondation Heartfile

Priti Patel (Royaume-Uni), Secrétaire d'État pour le développement international du Royaume-Uni

Joy Phumaphi (Botswana), Secrétaire exécutive pour l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme

Mary Robinson (Irlande), Présidente de la Fondation Mary Robinson - la justice climatique

Nina Sardjunani (Indonésie), Chef d'équipe du Secrétariat national des objectifs de développement durable

Feike Sijbesma (Pays-Bas), Directeur général du Royal Dutch DSM

Gayle Smith (États-Unis), Administratrice de l'Agence américaine pour le développement international (USAID)

Dhananjayan Sriskandarajah (Sri Lanka), Secrétaire général de CIVICUS Alliance mondiale pour la participation citoyenne

Gunhild Anker Stordalen (Norvège), Fondatrice et Présidente de la Fondation Education and Agriculture Together

Helle Thorning-Schmidt (Danemark), Directrice générale de Save the Children International

Gerda Verburg (Pays-Bas), Coordinatrice du Mouvement SUN.

## Pour le chef de l'ONU, la peine de mort n'a pas sa place au 21<sup>ème</sup> siècle



ONU/Martine Perret

Photo

**21 septembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exhorté mercredi les dirigeants, législateurs et représentants de la justice dans le monde à arrêter dès maintenant les exécutions avec la perspective d'abolir la peine capitale dans les pays où elle est encore appliquée.

« Nous sommes confrontés à une pratique cruelle et inhumaine », a déclaré le Secrétaire général lors d'une réunion consacrée à la peine de mort et ses victimes organisée en marge de l'Assemblée générale par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et plusieurs Etats membres.

« Le droit à la vie est fondamental. Enlever une vie est un acte trop irréversible pour qu'un être humain puisse l'infliger à un autre », a dit M. Ban soulignant que la peine de mort constitue une « négation absolue de l'humanité. »

Le chef de l'ONU a rappelé qu'il a eu le privilège de rencontrer des personnes qui ont subi des condamnations injustifiées et qui auraient pu être exécutées. « Je ne pourrai jamais oublier mes conversations avec des victimes innocentes qui ont survécu au couloir de la mort. Je rends hommage au courage de Damien Echols, Kirk Bloodsworth et tous ceux qui ont été innocentés. Ils ont perdu des années de leur vie à cause d'une terrible injustice. Mais ils utilisent leur temps à se battre pour la justice pour que d'autres soient épargnés », a-t-il dit.

M. Ban a par ailleurs rappelé que la peine de mort est appliquée de manière inéquitable et utilisée de façon disproportionnée à l'encontre des minorités. « Les dés sont pipés pour les gens qui sont pauvres et privés de leurs droits. Ils ne peuvent pas obtenir une représentation juridique efficace - et cela signifie qu'ils sont plus souvent condamnés à mort », a-t-il souligné. « Tout le monde devrait voir ce qui ne va pas », a-t-il ajouté, précisant qu'on ne saura jamais combien de personnes innocentes sont mises à mort chaque année mais « que même une seule personne exécutée est une personne de trop ».

Le Secrétaire général a rappelé que le monde avait atteint un tournant majeur en 2007, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a appelé à un moratoire mondial et que le mouvement contre la peine capitale n'a depuis cessé de croître avec environ 170 États qui ont aboli la peine de mort ou cessé de l'utiliser.

Il s'est toutefois dit gravement préoccupé par le fait certains pays ont soudainement repris les exécutions et que d'autres envisagent de rétablir la peine de mort et a réaffirmé le devoir de poursuivre la lutte pour le droit à la vie.

« Nous pouvons tous ne pas avoir le même point de vue. Mais nous pouvons tous convenir que les victimes doivent être au centre du débat. Voilà pourquoi le débat d'aujourd'hui est si important », a dit M. Ban. « Je reste convaincu qu'il n'y a pas de place pour la peine de mort au 21<sup>ème</sup> siècle », a-t-il ajouté, soulignant que les peuples réaliseront un monde plus juste, pacifique et humain lorsque l'abolition universelle sera atteinte.